

→ TEMPS FORTS DE L'ACTU

AUJOURD'HUI. Pauvreté. Le gouvernement dévoile sa nouvelle stratégie de lutte contre la pauvreté dans un contexte de forte inflation. Les mesures de ce « Pacte des solidarités » sont très attendues par les associations qui redoutent un manque d'ambition.

Perspectives économiques. La Banque de France doit dévoiler aujourd'hui sa nouvelle prévision pour la croissance économique française en 2023 qui, malgré un ralentissement en fin d'année, sera meilleure qu'anticipé jusqu'ici

grâce à un deuxième trimestre dynamique. Elle livrera aussi son pronostic pour les années 2024 et 2025 alors que le gouvernement a d'ores et déjà dit anticiper une activité moins énergique qu'espéré.

DEMAIN. Fret ferroviaire. La Première ministre Elisabeth Borne est auditionnée devant la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur la libéralisation du fret ferroviaire. Cette commission a été installée alors que la société Fret SNCF est menacée de devoir rembourser plusieurs milliards d'euros considérés par la Commission européenne comme une aide d'État illégale.



MERCREDI. Paris-Londres. Descente des Champs-Élysées et banquet dans la galerie des glaces du château de Versailles, la France reçoit le roi d'Angleterre Charles III (photo AFP) et la reine consort Camilla pour une visite d'État qui doit aussi mener le souverain à Bordeaux.

VENDREDI. Pape. Le pape François se rend à Marseille vendredi et samedi pour évoquer la tragédie vécue par les migrants en Méditerranée. Le président Emmanuel Macron assistera à la messe géante au stade Vélodrome, ce qui suscite une polémique. ■

France & Monde → Actualités

DÉMISSIONS ■ Aux Pays-Bas et en Belgique, des députées, ministres et secrétaires d'État jettent l'éponge

Femmes politiques à quel prix ?

La succession de démissions en Belgique et aux Pays-Bas est-il le signal d'un possible recul des femmes en politique ? Éléments de réponse avec deux politologues françaises.

Nathalie Van Praagh
nathalie.vanpraagh@centrefrance.com

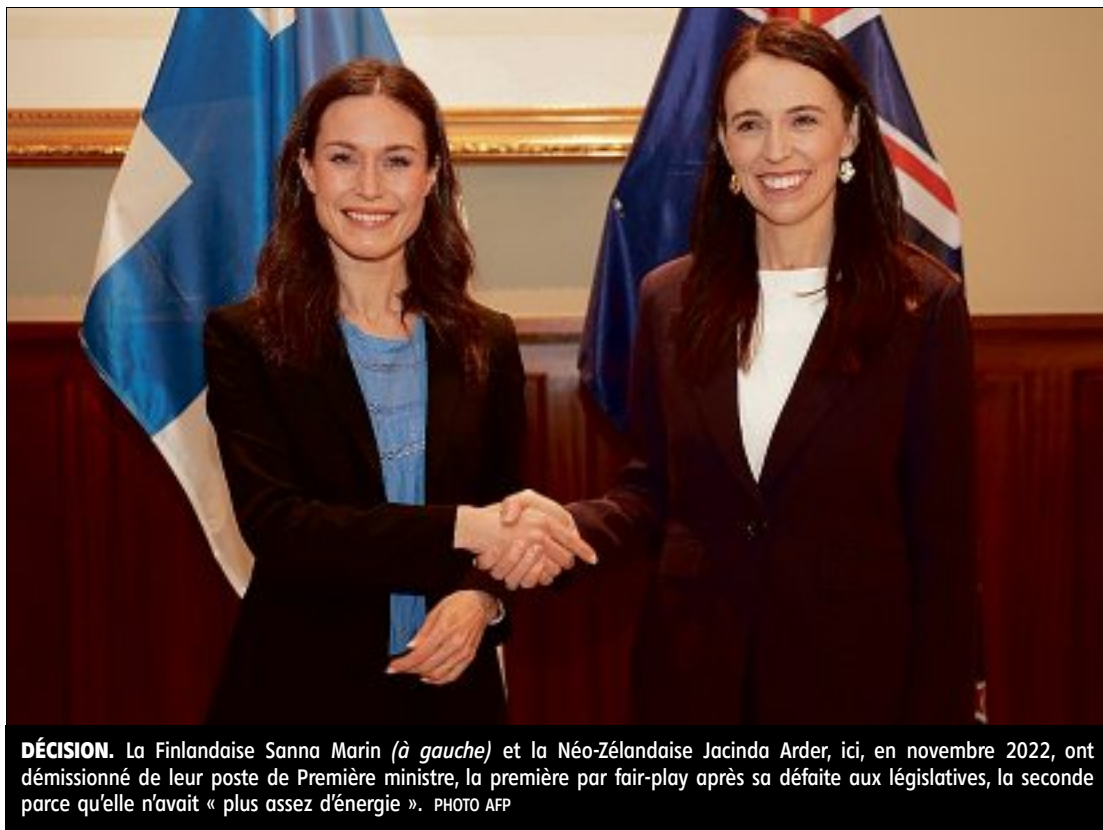
Alors que le Mexique va élire en 2024 une présidente – les deux camps susceptibles de l'emporter ayant désigné une femme –, la douche froide est venue en cette rentrée de deux pays pionniers en matière de parité. Aux Pays-Bas et en Belgique, on assiste à une cascade de démissions chez des femmes politiques de premier rang (députées, ministres, secrétaires d'État) et de tous les partis.

« Pas prêtes à tout »

Qu'est-ce qui cloche ? À la dégradation du climat politique, la vérité « manipulée » au nom d'une propagande populiste et la pression des lobbys dénoncés par beaucoup d'entre elles dans les colonnes du quotidien *Le Soir*, s'ajoutent pour certaines des menaces directes qui ébranlent leur cercle familial. « Je suis convaincue que les femmes en politique ne sont ni trop tendres, ni trop idéalistes », assure la politologue Pascale Joannin, coupant court à tout procès en fragilité de sexe longtemps étiqueté comme faible. « Il est même, au contraire, plutôt reproché aux femmes politiques d'utiliser des armes masculines pour briser les plafonds de verre. Elles ont, en réalité, bien décrypté le système pour pouvoir percer et s'imposer. »

La directrice de la Fondation Robert Schuman émet une autre hypothèse, fruit de ses études sur la condition des femmes au sein de l'Union européenne (1). « J'observe que les femmes ne sont pas prêtes à tout sacrifier pour la politique. Elles tiennent à avoir voix au chapitre, à participer au changement mais cela doit être compatible avec d'autres priorités. Si cette vie politique devient trop contraignante, trop chronophage et perturbe la sphère familiale, elles n'hésitent pas à stopper net. »

Pascale Joannin cite deux exemples frappants. « En Belgique, Sophie Wilmès, qui était Première ministre, a démissionné pour s'occuper de son conjoint malade, ce qui est très louable. Même chose pour la Première ministre néo-zélandaise Jacinda Ardern, rendue populaire par sa lutte contre



DÉCISION. La Finlandaise Sanna Marin (à gauche) et la Néo-Zélandaise Jacinda Ardern, ici, en novembre 2022, ont démissionné de leur poste de Première ministre, la première par fair-play après sa défaite aux législatives, la seconde parce qu'elle n'avait « plus assez d'énergie ». PHOTO AFP

la pandémie, et qui a considéré n'avoir plus assez d'énergie. »

« Les femmes ont peut-être un autre rapport au temps, qui n'est pas élastique, suggère Janine Mossuz-Lavau. La politique impose des choix entre vie publique et vie privée. Et à un moment ou un autre, la balance peut pencher dans un sens ou dans un autre. »

« Double vie »

La « double vie », qui est l'apanage de beaucoup de femmes encore en France, la politologue et sociologue, romancière à ses heures (2), la voit comme un frein, et une possibilité donc de renoncement : « Si on n'est pas célibataire, et bien plantée dans ses bottes, la politique, c'est un métier de chiens. Pour celles qui se sont lancées jeunes, quand arrive le moment de choisir en-

tre vie de famille et vie politique, cela se complique. Car les temps du soir et du week-end sont rarement libres. Un homme qui gère tout au foyer, ça reste une exception dans notre pays. »

Comme autre élément d'explication, le « double standard » a la peau dure, tolérant pour les hommes ce qu'elle exige pour les femmes. Ainsi, en Belgique, deux secrétaires d'État ont été poussées à démissionner, l'une pour une erreur, explicable semble-t-il, dans le calcul du déficit public, l'autre pour avoir malencontreusement utilisé un logo personnel dans un projet de subventions publiques.

En Finlande, après sa défaite aux législatives, Sanna Marin, plus jeune cheffe de gouvernement au monde, n'a pas tergiversé : elle a démissionné illico

presto et abandonné la présidence du parti social-démocrate. Mais en Scandinavie, homme ou femme, le fair-play est de mise – « on ne fait pas du Trump », signale Pascale Joannin – ; il n'est pas dans la culture politique de s'accrocher coûte que coûte à son poste. « Dans les pays nordiques, l'égalité hommes-femmes est plus naturelle que dans les pays du Sud. Le gouvernement finlandais, aujourd'hui présidé par un homme, comprend plus de femmes que d'hommes, c'est un des rares exemples en Europe. »

« Que faut-il sacrifier ? »

Pour Janine Mossuz-Lavau, les femmes, s'estimant plus que les hommes « attendues au tournant, se sentent obligées d'en faire deux fois plus. Elles s'investissent beaucoup plus. » Ce qui peut rendre la tâche d'autant plus usante et justifier qu'elle puisse rendre les armes plus tôt, plus vite. « Cela change, les choses évoluent. Les femmes s'en sortent plutôt bien. Mais à quel prix ? C'est cette question qu'elles se posent : Que faut-il sacrifier, à quoi doit-on renoncer ? » complète la directrice de recherche émérite CNRS au Cevipof (Sciences Po).

« Il faut rester vigilant et continuer à se battre. Mais, dans l'ensemble, les signaux sont positifs en France et en Europe, confir-

L'ÉDITORIAL

STÉPHANE VERGEADE



stephane.vergeade@centrefrance.com

Le mythe des grands fauves

Que vaut d'avoir gagné le pouvoir quand on risque de perdre la vie ? Le 13 juillet, Sigrid Kaag, ministre des Finances aux Pays-Bas, a annoncé qu'elle quittait la politique. Ses enfants redoutaient de ne plus voir leur maman. Cela avait commencé par les injures de l'extrême droite et des comploteurs. Un jour, un militant anti-vax l'attend devant son domicile et menace de la brûler. La peur s'installe, la violence gagne, elle s'en va. Pourquoi Sigrid Kaag ? Trop européenne, trop modérée, trop attachée aux dossiers, trop femme ? Bien sûr, il y aura toujours quelques fiers-à-bras pour affirmer que la politique est une arène darwinienne dans laquelle seuls les grands fauves survivent. Sauf que dans ce cas précis, derrière la crinière, il n'y a que le vide d'un discours qui fait du pire la norme. C'est le signe d'une démocratie malade quand la raison n'a plus d'espace pour se faire entendre. On finit par dire stop quand on est empêché de dire. Et rien ne serait pire que de croire qu'on jette l'éponge parce qu'on est trop fragile, ce mot que les puissants jugent bon de détester. Il ne faudrait quand même pas se tromper de coupable : c'est la radicalité qui fragilise la vie politique et rien d'autre.

me Pascale Joannin. Il y a sept Premières ministres aujourd'hui en Europe, quatre Présidentes et sept femmes ministres des Affaires étrangères sur 27 États membres. Ce n'est pas encore la parité de manière naturelle mais le message est bon, notamment pour tous les pays où les femmes ont peu de droits voire aucun et nous regardent comme un modèle, avec espoir. ■

(1) « Une Europe plus moderne est une Europe plus féminine » – Rapport Schuman 2015 sur l'état de l'Union.

(2) « Il faut de vous pour faire un monde ». Éditions Complicités 139 p., 16 €.

■ Du mieux mais peut (encore) mieux faire

Les accusations en compétence des femmes politiques ne sont plus audibles. Le mouvement #MeToo est passé par là mais surtout la légitimité construite à l'épreuve des faits a pris largement le pas sur une parité imposée par la loi. Il subsiste cependant, en France notamment, des résistances dès lors que se prennent les décisions importantes. Certes, la nomination d'une Première ministre et l'élection d'une présidente à l'Assemblée nationale ont produit une avancée mais elle renvoie une image partiellement déformée. Car au Sénat comme à l'Assemblée, seules deux commissions permanentes sur huit sont occupées par des femmes. On est donc, ici, loin de la parité avec, en plus, une répartition qui reste très genrée : aux hommes, les finances, les affaires étrangères, la défense ; aux femmes, les affaires sociales et l'éducation.